Document generated on 04/15/2025 9:06 p.m.

Nouveaux Cahiers du socialisme

La lutte pour l'indépendance du Québec. Axe stratégique d'une transition émancipatrice

Pierre Mouterde

Number 22, Fall 2019

URI: https://id.erudit.org/iderudit/91551ac

See table of contents

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)
1918-4670 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Mouterde, P. (2019). La lutte pour l'indépendance du Québec. Axe stratégique d'une transition émancipatrice. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (22), 229–235.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2019

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

La lutte pour l'indépendance du Québec
Axe stratégique d'une transition émancipatrice

Pierre Mouterde
Sociologue, philosophe et essayiste

Depuis le grand basculement des années 1980, le redéploiement du capitalisme néolibéral et le démembrement des pays dits socialistes, la donne sociopolitique du monde a changé du tout au tout. Elle nous interdit donc de reprendre à notre compte, sans les bonifier et les réactualiser, les outils et concepts hérités du passé. Et cela, non seulement parce que les grands récits politiques qui étaient autrefois les nôtres (le communisme, la social-démocratie ou le nationalisme populaire) ont perdu de leur aura et de leur légitimité, mais aussi parce qu'ont surgi avec une intensité inédite de nouveaux mouvements sociaux pointant du doigt de nouvelles contradictions générées par le système global. Cette période de changements majeurs, et partant d'incertitudes et de doutes, nous oblige ainsi à penser les idées d'indépendance et de transition de manière totalement renouvelée. Surtout si l'on ajoute à ces premières données contextuelles la formidable crise de la représentation politique que nous connaissons et, plus globalement, la crise généralisée des valeurs culturelles et collectives à travers lesquelles avait été pensé jusqu'à présent le changement sociopolitique ou l'action révolutionnaire : celles par exemple de la souveraineté nationale, de l'État dit providence, de la république (plus ou moins sociale) ou encore du socialisme (quelles que soient ses variantes).

Changement de paradigme

Les luttes d'aujourd'hui n'appartiennent donc plus en propre à ce vaste mouvement historique de constitution progressive d'un pouvoir contre-hégémonique ascendant qui avait peu à peu réussi à se constituer entre les années 1848 et 1980, puis à tenir en lisière et même à faire reculer les puissants pouvoirs hégémoniques des classes dominantes. Notamment, en imposant – par la constitution de syndicats, de partis de gauche, de lois progressistes, d'États dits providence, etc. – des espaces démocratiques grandissants ayant permis de donner plus de pouvoir d'influence au peuple d'en bas, aux classes populaires et subalternes. Au Québec, comme dans bien des régions du globe, nous avons pu vivre – à travers les spécificités qui sont les nôtres – ce mouvement historique de constitution d'un pouvoir contre-hégémonique ascendant, avec ses moments forts (les années 1940, la Révolution dite tranquille, les années 1970), mais aussi avec son brutal effondrement au tournant des années 1980. Nous plaçant aujourd'hui devant un panorama politique dans lequel la stratégie « nationaliste et populaire » que le Parti québécois avait mise en œuvre, tout au moins à ses origines, se retrouve en profond déclin, frappé d'une crise majeure. Alors qu'au même moment surgissent, parallèlement à de nouvelles forces sociales, de nouveaux défis sociaux et politiques tout à fait inédits : non seulement celui de la transition écologique, mais aussi ceux de nouvelles aspirations émancipatrices (féministes, antiracistes, écologistes, néo-indépendantistes, etc.), néanmoins étroitement imbriquées à la montée en force de larges sentiments identitaires et xénophobes particulièrement inquiétants.

Comment dans ce contexte penser le renouvellement du discours sur l'indépendance du Québec ? Ne serait-ce pas en imaginant la lutte pour l'indépendance à travers un arc-en-ciel de revendications spécifiques réunies stratégiquement autour d'une même cause ? Et ne serait-ce pas en la figurant sur le mode de la transition, comme un vaste processus de radicalisation sociale et populaire ? Un processus dont la dynamique ascendante se prépare soigneusement en amont, se cristallise au moment où s'ouvre la possibilité d'un changement radical d'orientation (grâce à une éventuelle prise de pouvoir gouvernemental ou étatique), et se poursuit ensuite en aval sur de longues années pour maintenir en l'état le changement de cap initial. Penser aujourd'hui au Québec la transition à travers l'axe stratégique de l'indépendance, c'est donc la penser sur le mode d'une « rupture démocratique » continuée, une rupture s'effectuant dans la durée, à travers la mise en marche d'un mouvement grandissant de mobilisations sociales et populaires plurielles qui promeut, soutient et accompagne l'arrivée d'un gouvernement indépendantiste et les mesures institutionnelles qu'il prendra pour faire avancer son objectif.

La question du pouvoir

On le voit ici, contrairement à l'approche de John Holloway[1], « la prise de pouvoir » gouvernemental ou étatique et « l'exercice d'un pouvoir » contre-hégémonique construit depuis le bas, peuvent – loin de s'opposer – se conjuguer, pourvu que soient articulées entre elles leurs interventions respectives. C'est d'ailleurs dans cette combinaison féconde que git la possibilité d'éviter, et les approches chimériques du changement social (négligeant l'importance du pouvoir gouvernemental ou étatique), et les tragiques dérapages passés incarnés par le fiasco des pays dits socialistes (ayant jeté aux orties tout de la démocratie populaire, directe ou participative). En n'oubliant cependant pas de rappeler que l'on doit considérer le moment de la prise de pouvoir gouvernemental ou étatique comme étant ce moment charnière où peut commencer à se concrétiser, s'incarner institutionnellement ce changement d'orientation radical, qui néanmoins ne pourra garder sa force révolutionnaire que s'il est accompagné et talonné depuis le bas par un pouvoir populaire contre-hégémonique chaque fois plus puissant. Telle serait la forme générale que devrait prendre – pour ne pas retomber dans les travers du passé – ce processus transitoire mené autour de l'indépendance. Mais quel en serait le contenu, quels devraient être les thèmes autour desquels il pourrait prendre son envol, se déployer en priorité, s'enraciner dans de larges secteurs de la population d'aujourd'hui ?

Un projet de pays pour le XXI^e^ siècle

En fait, la lutte pour l'indépendance du Québec permettrait de faire face à au moins trois défis produits par la période sociopolitique que nous traversons maintenant : (1) celui des dynamiques dérégulées d'une économie capitaliste, financiarisée et apatride ; (2) celui d'inquiétantes bouffées de xénophobie et de racisme fortement marquées à droite ; et enfin (3) celui de la dispersion et de la fragmentation des forces sociales et politiques de gauche. Un projet d'indépendance pensé dans une perspective de gauche (comme on l'imagine par exemple à Québec solidaire) pourrait justement transformer ces trois défis en occasions privilégiées pour relancer un nouveau cycle prometteur de transformations sociales.

Qu'en est-il du premier défi ? Aujourd'hui, la formation sociale québécoise est malmenée par une formidable dépendance économique que tendent à imposer les classes dominantes des États-Unis ou de leurs alliés subalternes au Canada. C'est ce qu'on peut appeler l'axe Toronto-Calgary au travers duquel se nouent étroitement extractivisme tous azimuts, mégasecteur financier branché sur les manipulations monétaristes et accords de libre-échange concoctés dans le plus grand secret.

1 John Holloway, *Changer le monde sans prendre le pouvoir. Le sens de la révolution aujourd'hui*, Paris/Montréal, Syllepse/Lux, 2008.

Or, l'État canadien est le centre névralgique, le noyau organisateur de ce projet. Par les pouvoirs régaliens qu'il monopolise et la fonction de relais des diktats de l'économie mondialisée qu'il assume sans vergogne, il détermine toutes les décisions clés concernant l'avenir du Québec, expression même de la persistance d'une tutelle politique de type néocolonial pesant sur le Québec et le réduisant à l'état de nation-croupion.

Faire l'indépendance, c'est justement mettre fin à ce statut « subalterne ». C'est s'affirmer collectivement en décidant souverainement des lois auxquelles on veut obéir. C'est se donner les moyens de mettre à bas la tutelle fédérale en rassemblant des forces sociales autour d'un projet politique commun : celui de la défense d'un bien commun qu'on détermine ensemble, démocratiquement, à l'encontre de pressions extérieures ne répondant qu'aux intérêts d'une petite minorité privilégiée. Ces pouvoirs de la nation pourraient ainsi devenir, une fois récupérés par le Québec et au nom d'une souveraineté populaire active et progressiste, ce rempart vis-à-vis des effets pervers de la mondialisation néolibérale contemporaine. Les sondages nous le disent : il reste encore aujourd'hui – malgré la formidable offensive de la droite – un bon tiers de la population du Québec qui globalement se dit prêt à choisir une option souverainiste. Ce qui représente une base appréciable pour reconstituer un bloc social conséquent autour de la lutte pour l'indépendance, et sur cette base relancer un cycle ascendant de reconstitution d'un pouvoir contre-hégémonique. Mais évidemment une telle orientation indépendantiste requiert d'importantes conditions, notamment celles de proposer un projet de pays pour le Québec d'abord pensé en fonction des intérêts populaires, et donc qui mettrait l'accent non seulement sur l'implication populaire alimentée par des mécanismes permanents de démocratie participative, mais aussi sur l'*a priori* que l'âme d'une nation est d'abord celle de ses grandes majorités subalternes (les 99 %). Il y a à ce niveau une véritable bataille à mener pour qu'on puisse, par une reprise de pouvoir, se trouver au cœur de ce processus de transformation sociale, en position hégémonique. C'est d'ailleurs une des fonctions à laquelle pourrait contribuer la Constituante, telle que pensée par Québec solidaire (QS) sur le mode participatif.

Faire face à la polarisation identitaire et au populisme de droite

Le second grand défi auquel nous sommes aujourd'hui confrontés au Québec, c'est celui de la montée de la xénophobie, du racisme et des logiques de bouc émissaire se focalisant sur le personnage de l'étranger ou du migrant. Or la lutte pour l'indépendance, c'est justement ce qui nous permettrait de dénouer, à travers la proposition d'une indépendance inspirante et source d'affirmation positive, les tentations de crispation identitaires actuelles. La lutte pour l'indépendance pourrait représenter une sorte d'antidote délibérément tourné vers l'avenir et proposé à toutes et tous, sous forme d'un projet politique de vivre-ensemble soucieux du bien commun qui permette

la reconnaissance forte, citoyenne, plurielle et égalitaire de toute une collectivité. Comme le dit l'historien français Patrick Boucheron[2], « il existe une angoisse sourde qu'on doit "aérer", en faisant quelque chose ensemble ». Aujourd'hui, bien des peuples de la terre ont besoin, pour faire face aux dangers et angoisses nés de la mondialisation néolibérale, de « faire quelque chose ensemble », et en particulier de réaffirmer collectivement leur souveraineté sur leurs propres conditions d'existence, en réalisant en quelque sorte « une seconde indépendance ».

Or, au Québec, nous avons peut-être plus facilement qu'ailleurs la possibilité de redonner sens et force à ces volontés ou aspirations vitales d'affirmation nationale et communautaire, justement parce que nous pouvons les enraciner dans l'histoire et les traditions d'une petite nation en lutte depuis longtemps contre la domination coloniale.

À la condition, cependant, de le faire en se campant d'abord et avant tout sur le terrain politique de la citoyenneté, pensée de la manière la plus large et inclusive possible, en l'armant certes de la défense d'une langue, d'une culture publique commune et d'un territoire partagé, mais aussi – comme l'avaient pensé les Patriotes de 1837 – de valeurs politiques de gauche : celles de la justice sociale, de la démocratie, du pluralisme, de la tolérance et de l'inclusion. En imaginant aussi un État québécois « plurinational », par qui les Premières Nations du Québec pourraient être reconnues en toute égalité comme les premiers occupants de ce territoire.

À la condition aussi d'imaginer ce processus d'indépendance, non pas comme un désir de se replier sur soi et de se séparer du reste du monde, mais comme une volonté de renouer – sur les ruines du fédéralisme canadien dominateur – des liens nouveaux de solidarité et surtout de vie commune entre peuples et communautés qui le désireraient, le choisiraient démocratiquement : les Premières Nations, les minorités linguistiques et communautaires, etc.

Faire face à la fragmentation de la gauche

C'est là le troisième défi, peut-être le plus pernicieux, dans la mesure où il exige de notre part la constitution d'un nouveau récit émancipateur indépendantiste, en phase avec les temps présents, susceptible de combiner dans un ensemble plus vaste, non seulement la volonté de souveraineté politique, mais aussi la lutte contre les prédations subies par la nature et contre les diverses oppressions générées par le système global. C'est là tout l'intérêt de la perspective indépendantiste de gauche qui cherche à combiner pour le Québec « question nationale et question sociale » : elle nous permettrait de penser l'indépendance comme cet axe stratégique – et par conséquent un axe pratique – au travers duquel pourrait être amorcée concrètement,

2 Patrick Boucheron, *Conjurer la peur*, Paris, Seuil, 2013.

sur le mode transitoire, la lutte contre la tutelle de type néocolonial, aussi et en même temps contre ce système qui alimente de manière combinée oppression de genre, de peuples, de classes, de races et de pressions mortifères sur la nature.

La lutte pour l'indépendance pourrait représenter au Québec cette fenêtre entrouverte, ou encore cette brèche au travers de laquelle les forces sociales de gauche s'engouffreraient en conjuguant leurs efforts pour faire avancer la cause de la souveraineté politique populaire du Québec, mais aussi, en même temps, celles des luttes sociales progressistes d'aujourd'hui : communautaires, syndicales, féministes, écologistes, autochtones, etc. Manière de contrecarrer les tendances actuelles à la fragmentation des forces de gauche, en participant à une lutte commune, reprenant sur le mode pluriel et inclusif, mais à travers un cadre stratégique commun, la multiplicité de ses aspirations émancipatrices.

Car si la perspective intersectionnelle permet de faire voir ces différentes oppressions, de les distinguer les unes des autres, elle n'a néanmoins pas la vertu ni de montrer ce qui unit toutes ces oppressions les unes aux autres ni de dessiner le cadre stratégique et politique à travers lequel elles pourraient être combattues conjointement. Il reste d'ailleurs à ce propos – autre condition à prendre en compte – dans le mouvement indépendantiste québécois tout un travail d'élaboration collectif et d'approfondissement à mener autour de cette toile de fond, de cette toile commune des luttes sociales et politiques contemporaines. À l'heure de la mondialisation néolibérale, la lutte pour l'indépendance politique du Québec ne peut plus se réduire à celle de l'acquisition étroite de la souveraineté politique, tant celle-ci se trouve déterminée par et combinée à une série d'autres facteurs (en particulier économiques). Il est impossible, si on veut reprendre à son compte les intérêts populaires, de ne pas remettre en cause un certain ordre établi. Et c'est sans doute autour d'une compréhension renouvelée du capitalisme néolibéral et de la multiplicité des oppressions qu'il ne cesse de réalimenter qu'il serait possible de comprendre comment « ce mode de production » et d'échange générant l'exploitation du travail est aussi et en même temps, « un mode de reproduction » de relations sociales, réalimentant en permanence, de par sa puissance même, de multiples autres oppressions (néocoloniale, de genre, de classes, de races, etc.). À la manière d'un système global dont l'influence se fait sentir partout aujourd'hui.

Pour ne pas conclure

La grande transition, sur laquelle on a pris l'habitude ces temps-ci de se pencher avec attention, pourrait prendre un sens tout à fait concret et pratique pour le Québec. En se concevant à travers l'axe stratégique de la lutte pour l'indépendance (une indépendance écosocialiste, féministe, pluraliste, démocratique et internationaliste), la grande transition pourrait non seulement aider à penser l'actualisation

d'indispensables transformations écologiques et énergétiques, mais surtout, elle permettrait aussi le rassemblement stratégique de forces sociales qui, parce que réunies dans un projet politique qui les comprendrait toutes, pourraient stimuler la remise en route d'un vaste et puissant mouvement de mobilisation sociale et populaire, et ainsi rendre effective cette « rupture démocratique » émancipatrice pensée dans la durée, et dont nous avons tant besoin pour commencer à nous extraire tant de la dépendance politique que des affres du capitalisme néolibéralisé d'aujourd'hui.